

## I

(Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité)

## RÈGLEMENT (CE) N° 1791/2006 DU CONSEIL

du 20 novembre 2006

**portant adaptation de certains règlements et décisions adoptés dans les domaines de la libre circulation des marchandises, de la libre circulation des personnes, du droit des sociétés, de la politique de la concurrence, de l'agriculture (y compris la législation vétérinaire et phytosanitaire), de la politique des transports, de la fiscalité, des statistiques, de l'énergie, de l'environnement, de la coopération dans les domaines de la justice et des affaires intérieures, de l'union douanière, des relations extérieures, de la politique étrangère et de sécurité commune et des institutions, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie**

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le traité relatif à l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie <sup>(1)</sup>, et notamment son article 4, paragraphe 3,

vu l'acte d'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, et notamment son article 56,

vu la proposition de la Commission,

considérant ce qui suit:

(1) Conformément à l'article 56 de l'acte d'adhésion, lorsque des actes des institutions restent en vigueur après le 1<sup>er</sup> janvier 2007 et doivent être adaptés du fait de l'adhésion, et que les adaptations nécessaires n'ont pas été prévues dans l'acte d'adhésion ou ses annexes, le Conseil adopte à cette fin les actes nécessaires, sauf si la Commission a elle-même adopté l'acte original.

(2) L'acte final de la conférence au cours de laquelle le traité d'adhésion a été finalisé indique que les Hautes Parties Contractantes sont parvenues à un accord politique sur une série d'adaptations qui, du fait de l'adhésion, doivent être apportées à des actes adoptés par les institutions, et que le Conseil et la Commission sont invités à adopter, avant l'adhésion, ces adaptations complétées et actualisées, s'il y a lieu, pour tenir compte de l'évolution du droit de l'Union.

(3) Les règlements suivants doivent donc être modifiés en conséquence:

— dans le domaine de la libre circulation des marchandises: les règlements (CE) n° 2003/2003 <sup>(2)</sup> et (CE) n° 339/93 <sup>(3)</sup>,

— dans le domaine de la libre circulation des personnes: les règlements (CEE) n° 1408/71 <sup>(4)</sup> et (CEE) n° 574/72 <sup>(5)</sup>,

— dans le domaine du droit des sociétés: le règlement (CE) n° 2157/2001 <sup>(6)</sup>,

— dans le domaine de la politique de la concurrence: le règlement (CE) n° 659/1999 <sup>(7)</sup>,

— dans le domaine de l'agriculture (y compris la législation vétérinaire): les règlements (CEE) n° 79/65 <sup>(8)</sup>, (CEE) n° 1784/77 <sup>(9)</sup>, (CEE) n° 2092/91 <sup>(10)</sup>, (CEE) n° 2137/92 <sup>(11)</sup>, (CE) n° 1493/1999 <sup>(12)</sup>, (CE) n° 1760/2000 <sup>(13)</sup>, (CE) n° 999/2001 <sup>(14)</sup>, (CE) n° 2160/2003 <sup>(15)</sup>, (CE) n° 21/2004 <sup>(16)</sup>, (CE) n° 853/2004 <sup>(17)</sup>, (CE) n° 854/2004 <sup>(18)</sup>, (CE) n° 882/2004 <sup>(19)</sup> et (CE) n° 510/06 <sup>(20)</sup>,

— dans le domaine de la politique des transports: les règlements (CEE) n° 1108/70 <sup>(21)</sup>, (CEE) n° 3821/85 <sup>(22)</sup>, (CEE) n° 881/92 <sup>(23)</sup>, (CEE) n° 684/92 <sup>(24)</sup>, (CEE) n° 1192/69 <sup>(25)</sup> et (CEE) n° 2408/92 <sup>(26)</sup>,

<sup>(4)</sup> JO L 149 du 5.7.1971, p. 2.

<sup>(5)</sup> JO L 74 du 27.3.1972, p. 1.

<sup>(6)</sup> JO L 294 du 10.11.2001, p. 1.

<sup>(7)</sup> JO L 83 du 27.3.1999, p. 1.

<sup>(8)</sup> JO 109 du 23.6.1965, p. 1859.

<sup>(9)</sup> JO L 200 du 8.8.1977, p. 1.

<sup>(10)</sup> JO L 198 du 22.7.1991, p. 1.

<sup>(11)</sup> JO L 214 du 30.7.1992, p. 1.

<sup>(12)</sup> JO L 179 du 14.7.1999, p. 1.

<sup>(13)</sup> JO L 204 du 11.8.2000, p. 1.

<sup>(14)</sup> JO L 147 du 31.5.2001, p. 1.

<sup>(15)</sup> JO L 325 du 12.12.2003, p. 1.

<sup>(16)</sup> JO L 5 du 9.1.2004, p. 8.

<sup>(17)</sup> JO L 139 du 30.4.2004, p. 55.

<sup>(18)</sup> JO L 139 du 30.4.2004, p. 206.

<sup>(19)</sup> JO L 165 du 30.4.2004, p. 1.

<sup>(20)</sup> JO L 93 du 31.3.2006, p. 12.

<sup>(21)</sup> JO L 130 du 15.6.1970, p. 4.

<sup>(22)</sup> JO L 370 du 31.12.1985, p. 8.

<sup>(23)</sup> JO L 95 du 9.4.1992, p. 1.

<sup>(24)</sup> JO L 74 du 20.3.1992, p. 1.

<sup>(25)</sup> JO L 156 du 28.6.1969, p. 8.

<sup>(26)</sup> JO L 240 du 24.8.1992, p. 8.

<sup>(1)</sup> JO L 157 du 21.6.2005, p. 11.

<sup>(2)</sup> JO L 304 du 21.11.2003, p. 1.

<sup>(3)</sup> JO L 40 du 17.2.1993, p. 1.

— 32005 D 0834: Décision 2005/834/CE du Conseil du 8 novembre 2005 (JO L 312 du 29.11.2005, p. 51).

À l'annexe I, les entrées correspondant aux pays mentionnés ci-après sont supprimées:

Bulgarie,

Roumanie.

2. 32005 D 0834: Décision 2005/834/CE du Conseil du 8 novembre 2005 concernant l'équivalence des contrôles des sélections conservatrices effectués dans certains pays tiers et modifiant la décision 2003/17/CE (JO L 312 du 29.11.2005, p. 51).

a) À l'annexe, les entrées correspondant aux pays mentionnés ci-après sont supprimées:

BG,

RO.

b) Dans la note de bas de page de l'annexe, les mentions suivantes sont supprimées:

«BG — Bulgarie»,

«RO — Roumanie».

## 6. POLITIQUE DES TRANSPORTS

### A. TRANSPORTS INTÉRIEURS

31970 R 1108: Règlement (CEE) n° 1108/70 du Conseil du 4 juin 1970 instaurant une comptabilité des dépenses afférentes aux infrastructures de transports par chemin de fer, par route et par voie navigable (JO L 130 du 15.6.1970, p. 4), modifié par:

— 11972 B: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume uni (JO L 73 du 27.3.1972, p. 14),

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 11979 R 1384: Règlement (CEE) n° 1384/79 du Conseil du 25 juin 1979 (JO L 167 du 5.7.1979, p. 1),

— 31981 R 3021: Règlement (CEE) n° 3021/81 du Conseil du 19 octobre 1981 (JO L 302 du 23.10.1981, p. 8),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31990 R 3572: Règlement (CEE) n° 3572/90 du Conseil du 4 décembre 1990 (JO L 353 du 17.12.1990, p. 12),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 12003 T: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque (JO L 236 du 23.9.2003, p. 33),

— 32004 R 0013: Règlement (CE) n° 13/2004 de la Commission du 8 décembre 2003 (JO L 3 du 7.1.2004, p. 3).

L'annexe II est modifiée comme suit:

a) sous la rubrique «A.1. CHEMINS DE FER — Réseaux principaux», le texte suivant est ajouté:

«République de Bulgarie

— Национална компания "Железопътна инфраструктура" (НК "ЖИ»),

«Roumanie

— Compania Națională de Căi Ferate "C.F.R." — S.A. (CFR);

b) sous la rubrique «A.2. CHEMINS DE FER — Réseaux ouverts au trafic public et raccordés au réseau principal (réseaux urbains exclus)», le texte suivant est ajouté:

«Roumanie

— Compania Națională de Căi Ferate "C.F.R." — S.A. (CFR);

c) sous la rubrique «B. ROUTE», le texte suivant est inséré:

«République de Bulgarie

1. Автомагистрали

2. Републикански пътища

3. Общински пътища»

«Roumanie

1. Autostrăzi

2. Drumuri naționale

3. Drumuri județene

4. Drumuri comunale».

### B. TRANSPORT PAR ROUTE

1. 31985 R 3821: Règlement (CEE) n° 3821/85 du Conseil du 20 décembre 1985 concernant l'appareil de contrôle dans le domaine des transports par route (JO L 370 du 31.12.1985, p. 8), modifié par:

— 31990 R 3314: Règlement (CEE) n° 3314/90 de la Commission du 16 novembre 1990 (JO L 318 du 17.11.1990, p. 20),

— 31990 R 3572: Règlement (CEE) n° 3572/90 du Conseil du 4 décembre 1990 (JO L 353 du 17.12.1990, p. 12),

— 31992 R 3688: Règlement (CEE) n° 3688/92 de la Commission du 21 décembre 1992 (JO L 374 du 22.12.1992, p. 12),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31995 R 2479: Règlement (CE) n° 2479/95 de la Commission du 25 octobre 1995 (JO L 256 du 26.10.1995, p. 8),

— 31997 R 1056: Règlement (CE) n° 1056/97 de la Commission du 11 juin 1997 (JO L 154 du 12.6.1997, p. 21),

— 31998 R 2135: Règlement (CE) n° 2135/98 du Conseil du 24 septembre 1998 (JO L 274 du 9.10.1998, p. 1),

— 32002 R 1360: Règlement (CE) n° 1360/2002 de la Commission du 13 juin 2002 (JO L 207 du 5.8.2002, p. 1),

— 12003 T: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque (JO L 236 du 23.9.2003, p. 33),

— 32003 R 1882: Règlement (CE) n° 1882/2003 du Parlement européen et du Conseil du 29 septembre 2003 (JO L 284 du 31.10.2003, p. 1),

- 32004 R 0432: Règlement (CE) n° 432/2004 de la Commission du 5 mars 2004 (JO L 71 du 10.3.2004, p. 3),
- 32006 R 0561: Règlement (CE) n° 561/2006 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 (JO L 102 du 11.4.2006, p. 1).

a) À l'annexe I (B), le point 172 de la partie IV (1) est remplacé par le texte suivant:

«les mêmes termes dans les autres langues officielles de la Communauté, imprimés de manière à constituer la toile de fond de la carte:

BG	КАРТА НА ВОДАЧА	КОНТРОЛНА КАРТА	КАРТА ЗА МОНТАЖ И НАСТРОЙКИ	КАРТА НА ПРЕВОЗВАЧА
ES	TARJETA DEL CONDUCTOR	TARJETA DE CONTROL	TARJETA DEL CENTRO DE ENSAYO	TARJETA DE LA EMPRESA
CS	KARTA ŘIDIČE	KONTROLNÍ KARTA	KARTA DÍLNÝ	KARTA PODNIKU
DA	FØRERKORT	KONTROLKORT	VÆRKSTEDSKORT	VIRKSOMHEDSKORT
DE	FAHRERKARTE	KONTROLLKARTE	WERKSTATTKARTE	UNTERNEHMENSKARTE
ET	AUTOJUHI KAART	KONTROLLIJA KAART	TÕÕKOJA KAART	TÕÕANDJA KAART
EL	ΚΑΡΤΑ ΟΔΗΓΟΥ	ΚΑΡΤΑ ΕΛΕΓΧΟΥ	ΚΑΡΤΑ ΚΕΝΤΡΟΥ ΔΟΚΙΜΩΝ	ΚΑΡΤΑ ΕΠΙΧΕΙΡΗΣΗΣ
EN	DRIVER CARD	CONTROL CARD	WORKSHOP CARD	COMPANY CARD
FR	CARTE DE CONDUCTEUR	CARTE DE CONTROLEUR	CARTE D'ATELIER	CARTE D'ENTREPRISE
GA	CÁRTA TIOMÁNAÍ	CÁRTA STIÚRTHA	CÁRTA CEARDLAINNE	CÁRTA COMHLACHTA
IT	CARTA DEL CONDUCENTE	CARTA DI CONTROLLO	CARTA DELL'OFFICINA	CARTA DELL' AZIENDA
LV	VADĪTĀJA KARTE	KONTROLKARTE	DARBNĪCAS KARTE	UZŅĒMUMA KARTE
LT	VAIRUOTOJO KORTELĖ	KONTROLĖS KORTELĖ	DIRBTUVĖS KORTELĖ	ĮMONĖS KORTELĖ
HU	GÉPJÁRMŰVEZETŐI KÁRTYA	ELLENŐRI KÁRTYA	MŰHELYKÁRTYA	ÜZEMBENTARTÓI KÁRTYA
MT	KARTA TAS-SEWWIEQ	KARTA TAL-KONTROLL	KARTA TAL-ISTAZZJON TAT-TESTIJJET	KARTA TAL-KUMPAJNIJA
NL	BESTUURDERS KAART	CONTROLEKAART	WERKPLAATSKAART	BEDRIJFSKAART
PL	KARTA KIEROWCY	KARTA KONTROLNA	KARTA WARSZTATOWA	KARTA PRZEDSIĘBIORSTWA
PT	CARTÃO DE CONDUTOR	CARTÃO DE CONTROLO	CARTÃO DO CENTRO DE ENSAIO	CARTÃO DE EMPRESA
RO	CARTELA CONDUCĂTORULUI AUTO	CARTELA DE CONTROL	CARTELA AGENTULUI ECONOMIC AUTORIZAT	CARTELA OPERATORULUI DE TRANSPORT
SK	KARTA VODIČA	KONTROLNÁ KARTA	DIELENSKÁ KARTA	PODNIKOVÁ KARTA
SL	VOZNIKOVA KARTICA	KONTROLNA KARTICA	KARTICA PREIZKUŠEVALIŠČA	KARTICA PODJETJA
FI	KULJETTAJAKORTTI	VALVONTAKORTTI	KORJAAMOKORTTI	YRITYSKORTTI
SV	FÖRARKORT	KONTROLLKORT	VERKSTADSKORT	FÖRETAGSKORT

b) À l'annexe I (B), le point 174 de la partie IV (1) est remplacé par le texte suivant:

«le signe distinctif de l'État membre délivrant la carte, imprimé en négatif dans un rectangle bleu et entouré de douze étoiles jaunes; les signes distinctifs sont les suivants:

B:	Belgique
BG:	Bulgarie
CZ:	République tchèque
DK:	Danemark
D:	Allemagne
EST:	Estonie
GR:	Grèce
E:	Espagne
F:	France
IRL:	Irlande
I:	Italie
CY:	Chypre
LV:	Lettonie
LT:	Lituanie
L:	Luxembourg
H:	Hongrie
M:	Malte
NL:	Pays-Bas
A:	Autriche
PL:	Pologne
P:	Portugal
RO:	Roumanie
SLO:	Slovénie
SK:	Slovaquie
FIN:	Finlande
S:	Suède
UK:	Royaume-Uni».

c) À l'annexe II, section I, point 1, le texte suivant est inséré après la mention relative à la Belgique:

«Bulgarie 34,»;

et après la mention relative au Portugal:

«Roumanie 19,».

2. 31992 R 0881: Règlement (CEE) n° 881/92 du Conseil du 26 mars 1992 concernant l'accès au marché des transports de marchandises par route dans la Communauté exécutés au départ ou à destination du territoire d'un État membre, ou traversant le territoire d'un ou de plusieurs États membres (JO L 95 du 9.4.1992, p. 1), modifié par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 32002 R 0484: Règlement (CE) n° 484/2002 du Parlement européen et du Conseil du 1<sup>er</sup> mars 2002 (JO L 76 du 19.3.2002, p. 1),

— 12003 T: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque (JO L 236 du 23.9.2003, p. 33).

À l'annexe I, première page de l'autorisation, note de bas de page 1, et à l'annexe III, première page de l'attestation, note de bas de page 1, le texte suivant est inséré:

«(BG) Bulgarie»,

«(RO) Roumanie».

3. 31992 R 0684: Règlement (CEE) n° 684/92 du Conseil du 16 mars 1992 établissant des règles communes pour les transports internationaux de voyageurs effectués par autocars et autobus (JO L 74 du 20.3.1992, p. 1), modifié par:

— 31998 R 0011: Règlement (CE) n° 11/98 du Conseil du 11 décembre 1997 (JO L 4 du 8.1.1998, p. 1).

— 12003 T: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque (JO L 236 du 23.9.2003, p. 33).

Dans l'annexe, les mentions suivantes sont insérées dans la note de bas de page 1:

«(BG) Bulgarie»,

«(RO) Roumanie».

#### C. TRANSPORTS FERROVIAIRES

31969 R 1192: Règlement (CEE) n° 1192/69 du Conseil du 26 juin 1969 relatif aux règles communes pour la normalisation des comptes des entreprises de chemin de fer (JO L 156 du 28.6.1969, p. 8), modifié par:

— 11972 B: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni (JO L 73 du 27.3.1972, p. 14),

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31990 R 3572: Règlement (CEE) n° 3572/90 du Conseil du 4 décembre 1990 (JO L 353 du 17.12.1990, p. 12),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 12003 T: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque (JO L 236 du 23.9.2003, p. 33).